

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

**Pouvoir adjudicateur :**



**2 avenue du Lac  
91013 Evry cedex**

*(Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public)*

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

**Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne**

Monsieur Gaudérique BARRIERE

## **Dématérialisation des tickets loisirs jeunes de la Caf de l'Essonne**

**Accord-cadre à bons de commandes n° 3/2025**

**Date et heure limites de remises des offres dématérialisées :**

**3 AVRIL 2025 à 17h00**

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 2 : OBJET .....	4
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION.....	4
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES.....	5
ARTICLE 5 : NORMES.....	5
ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 7 : DEFINITION DE LA PRESTATION ET ORGANISATION .....	5
7.1. Définitions des prestations .....	5
7.2. Organisation .....	5
7.3. Réunions .....	6
ARTICLE 8 : CONTENU DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 9 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE .....	6
9.1 Mode de passation des bons de commande .....	6
9.2 Modification en cours d'exécution .....	6
ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES PARTIES.....	7
10.1. Obligations du titulaire.....	7
10.1.1. Obligations générales .....	7
10.1.2. Obligations de confidentialité et de sécurité des informations et des documents portés à connaissance .....	7
10.1.3. Obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel .....	7
10.1.4. Mesures d'ordre social .....	9
10.1.5. Mesures particulières d'hygiène et de sécurité .....	9
10.1.6. Prescriptions en matière environnementale et en matière sociale .....	9
10.1.7. Joignabilité - Accessibilité du titulaire- Interlocuteur.....	9
10.2. Obligations de l'Organisme contractant .....	9
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE.....	9
11.1. Dispositions applicables au titulaire .....	9
11.2. Dispositions applicables aux sous-traitants .....	10
ARTICLE 12 : RESILIATION .....	11
ARTICLE 13 : RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	11
13.1. Responsabilités .....	11

13.2. Assurances .....	11
ARTICLE 14 : CONDITIONS FINANCIERES .....	11
14.1. Contenu des prix .....	11
14.2. Révision des prix .....	12
14.3. Clause de sauvegarde .....	12
ARTICLE 15 : LIQUIDATION DES DEPENSES.....	12
15.1 : Acomptes .....	12
15.2. Facturation .....	12
15.2. Délai global de paiement.....	13
15.3. Conditions de paiement .....	13
15.4. Taxes.....	13
ARTICLE 16 : PENALITES.....	13
ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES .....	14
ARTICLE 18 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL .....	14
ARTICLE 19 : LANGUE.....	14
ARTICLE 20 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....	14
ARTICLE 21 : LAICITE .....	14
ARTICLE 22 : LITIGES .....	15
ARTICLE 23 : DEROGATIONS .....	15

&&

## ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf de l'Essonne, dont le siège social est situé au : 2 avenue du Lac – 91000 Evry-Courcouronnes, désignée dans l'accord-cadre par l'expression « organisme contractant » ou « pouvoir adjudicateur ».

L'organisme est représenté à la signature des présentes et pour tout avenant éventuel par son Directeur général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre de l'accord-cadre, sont assurés par la directrice comptable et financière de l'organisme, même adresse, auquel doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, l'organisme contractant sera représenté par le responsable du Département Expertise et Financement de l'Action Sociale (DEFAS) ou son délégué.

- D'autre part, le prestataire, titulaire de l'accord cadre, désigné dans le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) par l'expression « titulaire », « opérateur économique » ou « prestataire ».

## ARTICLE 2 : OBJET

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) fixe les conditions selon lesquelles l'organisme contractant entend passer un accord-cadre avec un prestataire pour la dématérialisation des tickets loisirs jeunes de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne.

Ce cahier des clauses administratives particulières a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution de l'accord-cadre.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Les prestations devront être réalisées dans le strict respect d'objectifs de développement durable et de respect de l'environnement, humain et matériel.

L'accord-cadre passé implique en permanence une obligation de résultat.

## ARTICLE 3 : REGLEMENTATION

### 3.1. Réglementation de l'accord cadre

L'accord cadre est passé par la Caf de l'Essonne, dans le cadre de la réglementation applicable par les organismes de Sécurité sociale du régime général, selon l'article L. 124-4 du Code de la Sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 ainsi que des dispositions du code de la commande publique, et par référence au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. – F.C.S. approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

La consultation a fait l'objet d'une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1-1° du code de la commande publique.

### 3.2. Conditions juridiques de l'accord cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire, exécuté aux moyens de bons de commandes sans montant minimum mais avec **un montant maximum de 143 000 € HT** pour toute la durée de validité de l'accord cadre.

L'accord-cadre, fixant toutes les stipulations contractuelles, sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 9 du présent CCAP.

Après la notification de l'accord-cadre au titulaire, les bons de commandes seront émis dans les conditions fixées des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la Commande Publique.

L'importance des prestations à fournir sera précisée par l'organisme contractant dans chaque bon de commande émis au fur et à mesure et en fonction des besoins à satisfaire.

Aucun bon de commande ne pourra plus être émis après l'échéance de l'accord-cadre, mais l'exécution de ceux-ci sera poursuivie jusqu'à leur terme.

Le titulaire prend note que la Caf de l'Essonne se réserve le droit de faire appel à la concurrence pour des prestations de nature spécifique, par voie de procédure adaptée ou d'appel d'offres.

## ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES

Les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et le cadre de réponse financier en annexe, avec éventuellement les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signés par le titulaire et également par le représentant du pouvoir adjudicateur, dont les exemplaires conservés par l'organisme font seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P), dont seul l'exemplaire conservé par l'organisme contractant fera foi,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), dont seul l'exemplaire conservé par l'organisme contractant fera foi,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021 (document non joint à l'accord-cadre mais réputé connu des parties).
- l'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés passés par les organismes de Sécurité sociale,
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018), portant partie législative du code de la commande publique entrée en vigueur le 01/04/2019.
- Le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 (Jo du 05 décembre 2018), partie législative du code de la commande publique entrée en vigueur le 01/04/2019.
- Le mémoire technique du titulaire,
- Les normes homologuées et règlements français ou communautaires en vigueur au moment de l'exécution de la prestation tels que rappelés à l'article 5 ci-après.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

## ARTICLE 5 : NORMES

Le titulaire s'engage à respecter les normes homologuées et les règlements français ou équivalents européens reconnus applicables aux prestations. Il atteste dans son acte d'engagement que les prestations fournies au titre de l'accord-cadre sont conformes à ces prescriptions.

## ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2025 pour une durée initiale d'un an et pourra être reconduit de manière tacite par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois (soit le 31 mai 2029).

Toutefois, durant cette durée, la Caf de l'Essonne aura la possibilité de dénoncer l'accord-cadre, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de trois (3) mois.

Par ailleurs, l'accord-cadre pourra être résilié également dans les conditions visées à l'article 12 du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P).

## ARTICLE 7 : DEFINITION DE LA PRESTATION ET ORGANISATION

### 7.1. Définitions des prestations

Les prestations sont détaillées au sein du CCTP.

### 7.2. Organisation

L'organisation est détaillée au sein du CCTP.

### 7.3. Réunions

**Une réunion de démarrage sera fixée dans le mois suivant la notification du marché entre le prestataire et le représentant de l'organisme.**

Une réunion est organisée tous les mois pour discuter des prestations servies et des évolutions potentiellement souhaitées par l'organisme en rapport avec l'exécution de l'accord-cadre ; y est traité aussi le niveau de satisfaction du client.

La Caf se réserve le droit d'organiser toute réunion qu'elle juge utile à l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu d'assister aux réunions demandées par la Caf. Ces réunions peuvent avoir lieu en visio/audio par teams.

Une réunion est organisée annuellement afin de présenter le bilan des activités.

## ARTICLE 8 : CONTENU DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à réaliser dans le cadre du présent accord-cadre les prestations telles qu'elles sont fixées au marché.

Le détail des prestations à réaliser et leurs modalités d'exécution sont fixés au C.C.T.P. de l'accord-cadre.

Des prestations supplémentaires, ne faisant pas l'objet des prestations décrites au C.C.T.P. et dans le cadre de réponse financier, seront exécutées après acceptation du devis du titulaire et émission d'un bon de commande de la part de l'organisme.

## ARTICLE 9 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

### 9.1 Mode de passation des bons de commande

Les prestations s'exécuteront par émission de bons de commande, selon les besoins à satisfaire de la Caf de l'Essonne.

Les bons de commande seront émis par le pouvoir adjudicateur et comporteront les mentions suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,

Chaque bon de commande émis portera la signature du directeur de l'organisme contractant ou de son délégué. Il sera envoyé au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la commande (courriel). Le bon de commande signé par la personne représentant le pouvoir adjudicateur sera délivré par le Pôle Achats Marchés - 91013 Evry Cedex.

Il est rappelé qu'aucune prestation ne sera rémunérée :

- si elle n'a pas fait l'objet d'une commande,
- si cette commande n'émane pas directement de l'organisme contractant.

Par ailleurs, l'organisme contractant pourra également mettre fin à l'exécution de tout ou partie des prestations faisant l'objet d'un bon de commande, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

### 9.2 Modification en cours d'exécution

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, des prestations prévues au présent contrat peuvent être rajoutées ou retirées par la Caf, en substitution ou en addition des prestations existantes. Dans ce cas, la Caf précisera au titulaire les détails des prestations à réaliser.

## ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES PARTIES

### 10.1. Obligations du titulaire

#### 10.1.1. Obligations générales

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des prestations qui lui sont demandées, notamment :

- détacher un personnel qualifié et les moyens matériels adéquats,
- respecter les normes en la matière ;
- nécessité de faire respecter un impératif de discrétion et de sécurité absolu quant aux informations que son personnel aurait à connaître à l'occasion de ses interventions ;
- respecter les règles de sécurité ;
- assurer une permanence téléphonique et d'intervention dans les délais fixés à l'accord cadre ;
- garantir une grande rapidité d'exécution et d'intervention ;
- prendre contact avec le responsable du Département DEFAS ou son délégué de l'organisme contractant, en amont de chaque intervention, et au terme de celle-ci ;
- assister et conseiller l'organisme pour l'exploitation en dehors des opérations prévues au présent accord cadre ;
- prendre en compte des objectifs de développement durable, et pouvoir fournir toutes informations nécessaires à la Caf pour le suivi de son plan de traitement des déchets et son bilan Carbone.

#### 10.1.2. Obligations de confidentialité et de sécurité des informations et des documents portés à connaissance

Le titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité des informations et des documents dont l'étendue est ci-dessous rappelée.

Concernant la confidentialité, le titulaire s'engage (pour lui-même et pour son personnel) à ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes physiques ou morales non autorisées les informations et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent accord-cadre. De même, il s'engage à faire prendre et respecter les mêmes engagements de confidentialité vis-à-vis de son personnel, comme à d'éventuels sous-traitants s'il y en avait, tout au long de la chaîne de traitement.

Concernant la sécurité, le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires et adéquates pour assurer la sécurité des informations, des documents dont il disposera dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

#### 10.1.3. Obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à respecter ses obligations de confidentialité. A cet égard, il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés et préposés, le secret le plus absolu sur les informations, documents et procédures dont ils auraient connaissance.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la législation et réglementation en vigueur applicables aux données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire, ses employés et préposés, ne doivent pas endommager, ou utiliser de quelque manière que ce soit, outre ce qui est nécessaire à son exécution, les données auxquelles ils auront accès à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours de l'exécution du marché, le titulaire doit se conformer aux nouvelles règles en vigueur.

Les **données à caractère personnel** s'entendent comme toute donnée permettant d'identifier directement ou indirectement une **personne physique**.

**Le traitement de données à caractère personnel** s'entend comme toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...) quel que soit le procédé utilisé (manuel ou informatisé).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'organisme contractant, dit le « *responsable de traitement* », **les données à caractère personnel des allocataires concernés**, nécessaires pour fournir le service suivant :

- **dématérialisation des tickets loisirs de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne.**

La **nature des opérations** autorisées sur les données est :

- Création d'un fichier, informatisé ou non,
- Transmission à la Caf,
- Archivage,
- Destruction,
- Pilotage/reporting.

La **finalité du traitement** est la vérification par la Caf de l'exécution de la prestation due par le titulaire et le reporting de l'activité du titulaire.

Les **données à caractère personnel** potentiellement concernées par le traitement sont celles relatives **notamment** à l'état civil, nom et prénom de l'allocataire, l'adresse mail, matricule Caf et numéro de l'enfant dans Sias ATL, nom et prénom de l'enfant, montant du forfait TLJ.

Les **catégories de personnes** concernées sont **les allocataires de la Caf de l'Essonne**, et toute personne morale ou physique identifiable (partenaires sportifs, culturels ou artistiques) figurant dans le fichier constitué.

Le titulaire s'engage à :

1. Garantir que les données hébergées ainsi que les équipements soient situés en France ou à défaut dans l'Union Européenne uniquement.
2. Traiter les données uniquement pour la **finalité** qui fait l'objet du traitement ;
3. Garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel soient liées par des obligations de confidentialité contraignantes et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
4. Prendre les **mesures techniques et organisationnelles** pour protéger les données à caractère personnel des allocataires contre tout traitement non autorisé ou illicite, ainsi que contre toute perte, destruction, altération, dommage, modification ou divulgation non autorisée.
5. **Informers immédiatement** par écrit l'organisme contractant sous un délai de 24 heures de toute **divulgaration, perte, destruction, compromission, dommage, modification ou vol avéré(e), allégué(e) ou potentiel(le)** des données à caractère personnel des allocataires. Cette information est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL).
6. **Exercice des droits des personnes** : dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.
7. **Mesures de sécurité** : le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la conservation, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique. Il prend toutes les mesures nécessaires et conservatoires permettant d'éviter tous détournement et utilisation frauduleuse des fichiers et de leurs informations au cours de l'exécution du marché.

Les composants utilisés ne doivent jamais être accessibles à d'autres clients de l'hébergeur et inversement.

Les mécanismes de chiffrement des données de type BYOK (Bring Your Own Key) doivent être mis en œuvre.

Tout service porté doit pouvoir être audité. Ainsi, des audits de vulnérabilités et des tests d'intrusion doivent pouvoir être réalisés. De plus, un dispositif permettant de journaliser les connexions et les actions réalisées par les utilisateurs et par les administrateurs doit être mis en place.

**Sort des données** : à la résiliation ou à l'expiration du marché, le titulaire s'engage à supprimer ou à restituer rapidement l'ensemble des données à caractère personnel et à procéder à la destruction de tous les fichiers de travail tenus manuellement ou informatisés stockant les informations saisies. **Il en informera la Caf par écrit.**

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir par écrit au titulaire les instructions nécessaires au traitement des données,
- superviser le traitement, y compris réaliser des audits et inspections auprès du titulaire le cas échéant.



- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD.

#### **10.1.4. Mesures d'ordre social**

Pour les mesures d'ordre social relatives à la protection de la main d'œuvre, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail.

#### **10.1.5. Mesures particulières d'hygiène et de sécurité**

Préalablement à l'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre devra fournir au représentant de l'Organisme le nombre ainsi que la liste nominative des personnes désignées par le titulaire pour l'exécution des prestations et les noms et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel.

En outre, tous les agents en activité y compris le personnel d'encadrement devront porter en permanence un badge nominatif spécifique de leur fonction ou un vêtement identifiant l'entreprise.

Le personnel de l'Entreprise devra faire preuve durant son activité, d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel de la Caf de l'Essonne qui pourrait se trouver au travail dans les locaux pendant l'exécution des prestations. Il doit respecter également les valeurs portées par la Caf de neutralité et de laïcité. Il doit respecter les consignes d'hygiène et de sécurité applicables sur le site où il intervient.

#### **10.1.6. Prescriptions en matière environnementale et en matière sociale**

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en respectant des objectifs de développement durable et de protection de l'environnement. Il doit fournir tous éléments attestant de sa conformité et apporter les informations nécessaires à la Caf pour le suivi de ses émissions de gaz à effet de serre et de son empreinte carbone et de son plan de traitement des déchets.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail telles que rappelées par les normes ci-après.

L'emploi de personnes en situation de handicap ou éloignées de l'emploi est un élément qui sera évalué pour apprécier la responsabilité sociale de l'entreprise.

Les matières premières utilisées pour les prestations doivent avoir été produites et exécutées dans le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT portant sur la liberté d'association et la négociation collective (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

#### **10.1.7. Joignabilité - Accessibilité du titulaire - Interlocuteur**

Le titulaire s'engage à être joignable aux lieux et coordonnées téléphoniques et/ou par courriel qu'il aura indiqués dans son mémoire technique et à répondre dans un délai maximum de 2 heures pour toute demande.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire désignera un interlocuteur unique (et un suppléant) ; ainsi qu'un numéro de téléphone, et une adresse mail générique qui devra garantir la prise en compte permanente des messages envoyés. L'interlocuteur unique pourra changer pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'en informer la CAF par e-mail ou par écrit au moins 2 semaines avant la mise en place d'une nouvelle organisation.

### **10.2. Obligations de l'Organisme contractant**

L'organisme s'engage :

- à mettre à la disposition les informations utiles à la réalisation de l'intervention, dans les meilleures conditions de sécurité,
- à mettre à la disposition un interlocuteur habilité à fournir tout renseignement utile pour l'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE**

### **11.1. Dispositions applicables au titulaire**

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire qui envisage de sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certains travaux devra en faire la demande. La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La déclaration d'un sous-traitant se fait par la remise d'un formulaire DC4 dûment rempli par les parties concernées (le Titulaire et son sous-traitant). Pour qu'elle lui soit opposable, le DC4 doit également être signé par le représentant de l'organisme contractant ou son délégué.

Si le titulaire confie l'exécution de prestations à un sous-traitant, sans en informer préalablement l'organisme contractant et sans l'accord de celui-ci, le sous-traitant ne peut prétendre à aucun paiement auprès de l'organisme contractant.

Toute sous-traitance non déclarée engage la responsabilité du titulaire. Il est tenu à cet égard d'engager toutes les dépenses qui seront nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les travaux de reprise et de remise en l'état des lieux, conformément aux stipulations de l'accord-cadre et des règles de l'art.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code de la commande Publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

## **11.2. Dispositions applicables aux sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

L'accord cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au C.C.A.G.-F.C.S. (Articles 30 à 34).

Conformément aux dispositions de l'article 32 du C.C.A.G. - F.C.S, le non-respect de l'une des clauses définies au marché peut entraîner de plein droit sa résiliation aux torts exclusifs du titulaire, et ce, après mise en demeure restée infructueuse. Cette mise en demeure pourra, le cas échéant, être adressée courrier ou par mail.

Dans l'hypothèse d'une mauvaise exécution ou de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard prévues à l'article 16 du présent C.C.A.P. courent, suivant le cas et dans la limite de trente (30) jours, jusqu'à parfaite réalisation de la prestation ou jusqu'au jour de la résiliation de l'accord cadre.

Par ailleurs, conformément à l'article 18 ci-après, si après notification restée infructueuse, le titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, l'accord cadre peut-être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **ARTICLE 13 : RESPONSABILITE - ASSURANCES**

### **13.1. Responsabilités**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est astreint à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations.

Par ailleurs, il est responsable des dommages corporels, matériels et immatériels que ses préposés et lui-même pourraient causer aux personnes et aux biens dans le cadre de leurs activités.

### **13.2. Assurances**

Le titulaire ou ses éventuels sous-traitants devront pouvoir justifier, à tout moment, et sur simple demande de la Caf de l'Essonne avoir contracté une assurance garantissant leur responsabilité, notamment en raison des dommages que leurs préposés auraient pu engendrer à l'égard des tiers, des usagers et de la Caf de l'Essonne, qu'ils s'agissent d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Les attestations d'assurances devront être déposées sur e-attestations ou tout prestataire équivalent utilisé par la Caf de l'Essonne. Le montant et la nature de ces garanties devront impérativement y figurer.

## **ARTICLE 14 : CONDITIONS FINANCIERES**

### **14.1. Contenu des prix**

Les prix sont établis en euros H.T et T.T.C. aux conditions économiques en vigueur au mois précédant celui de la remise des offres.

Les prix indiqués dans le cadre de réponse financier, annexé à l'acte d'engagement, comprendront toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes

diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions des cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours de l'accord-cadre et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure, seront réputées être comprises dans l'économie de l'accord cadre.

Les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie de l'accord-cadre, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

## 14.2. Révision des prix

Les prix proposés par le titulaire sont fermes et non révisables jusqu'au 31 mai 2026.

Au-delà, les prix initiaux pourront être révisés une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre, sauf dispositions réglementaires contraires, selon la formule suivante :

$$P_n = P_o [ 0,10 + 0,90 \{ 0,60 (ICH_{TrevTS}/ICH_{TrevTS_o}) + 0,20 (TISC/TISC_o) + 0,20 (FSD1/FSD1_o) \} ]$$

Dans laquelle :

**P<sub>n</sub>** = Prix de règlement

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**ICH<sub>TrevTS</sub>** = dernier indice « Coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICH<sub>Trev-TS</sub>) - Indices mensuels - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques » (identifiant n° 001565183) publié par l'INSEE au mois de révision du prix.

**ICH<sub>TrevTS<sub>o</sub></sub>** = Indice « Coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICH<sub>Trev-TS</sub>) - Indices mensuels - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques » (identifiant n° 001565183) publié par l'INSEE du mois d'établissement du prix, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

**TISC** = dernier indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - prix de marché - CPF 18.1 - Travaux d'impression et services connexes (identifiant n° 010534591) Base 2015, publié par l'INSEE au mois de révision du prix.

**TISC<sub>o</sub>** = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - prix de marché - CPF 18.1 - Travaux d'impression et services connexes (identifiant n° 010534591) Base 2015, publié par l'INSEE du mois d'établissement du prix, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

**FSD 1** = dernier indice définitif des frais et services divers – modèle de référence 1 publié par le moniteur au mois de révision du prix.

**FSD 1<sub>o</sub>** = indice des frais et services divers – modèle de référence 1 publié par le moniteur du mois d'établissement du prix, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

A chaque révision successive, ICH<sub>TrevTS</sub>, TISC et FSD1 deviendront respectivement ICH<sub>TrevTS<sub>o</sub></sub>, TISC<sub>o</sub> et FSD1<sub>o</sub>. A chaque révision successive, P<sub>n</sub> devient P<sub>o</sub>.

## 14.3. Clause de sauvegarde

Dans la mesure où les prix ainsi révisés viendraient à dépasser le seuil de 3 % annuel par rapport aux prix précédemment pratiqués, la Caf de l'Essonne se réserve le droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre moyennant un préavis d'un mois à compter de la proposition de révision.

## ARTICLE 15 : LIQUIDATION DES DEPENSES

### 15.1 : Acomptes

Des acomptes pourront être accordés au Titulaire dans les conditions fixées à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

### 15.2. Facturation

La facturation s'effectuera, après service rendu et réception des prestations, dans les conditions fixées à l'accord-cadre.

Pour les prestations demandées dans le cadre de réponse financier :

- la maintenance annuelle forfaitaire sera réglée au titulaire à terme échu

- le développement des prestations de base effectivement réalisées, sera réglé au terme de l'étape « déploiement », (soit après la mise en production)

Les fournitures particulières et prestations supplémentaires demandées seront réglées sur production des factures correspondantes certifiées conformes et signées par le titulaire du marché ou son délégué.

Les factures doivent être déposées sur le portail internet Chorus Pro du ministère des Finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire devra renseigner le SIRET de la CAF 91 : 38101653400016 ( code service / n° engagement : aucun).

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Cette facture comportera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire du Titulaire,
- le numéro et la date du marché,
- le numéro et la date du bon de commande
- les prestations réalisées,
- le montant hors T.V.A. des prestations exécutées,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C. des prestations exécutées
- la date.

## **15.2. Délai global de paiement**

A réception de la facture du titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. A la date de lancement de la présente consultation, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne augmenté de huit points.

## **15.3. Conditions de paiement**

L'organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Les pénalités dont l'entreprise pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

## **15.4. Taxes**

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'exécution des travaux et prestations. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20 %.

## **ARTICLE 16 : PENALITES**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 80 € pour tout manquement à ses obligations ou par jour de retard lorsque les délais, quels qu'ils soient, fixés par les pièces constitutives du marché sont dépassés.

Une pénalité de 200 € par manquement constaté à l'obligation de confidentialité et de secret professionnel pourra être appliquée.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités pour retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Les pénalités peuvent être cumulées et sont retenues sur les sommes dues au titulaire pour l'exécution de la prestation en cause. Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent quel qu'en soit le montant.

## **ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R 2191-62 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-60 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité.

## **ARTICLE 18 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL**

Dans le cadre de ses obligations légales, le titulaire du marché doit fournir périodiquement des justificatifs au pouvoir adjudicateur. Afin de simplifier cette procédure, la Caf de l'Essonne fait appel au prestataire e-attestations.

Le titulaire s'engage à s'inscrire (gratuitement) sur cette plateforme en ligne à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com> et y déposer l'ensemble des justificatifs nécessaires afin qu'ils soient visibles par la Caf de l'Essonne.

## **ARTICLE 19 : LANGUE**

Les différents documents relatifs aux prestations objets du marché sont rédigés en langue française.

## **ARTICLE 20 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire du marché.

De même, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et, généralement, à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 21 : LAICITE**

La Caf de l'Essonne étant une administration publique, le principe de laïcité et de neutralité s'applique tant au personnel qu'elle emploie, qu'aux sous-traitants avec lesquels elle travaille.

Au nom des valeurs qu'elle porte et qu'elle entend faire vivre, la Caf a signé la charte de la laïcité de la Branche famille (cf annexe).

Il est attendu du titulaire qu'il s'engage à faire respecter ces valeurs auprès de son personnel présent dans les locaux de la Caf.

## **ARTICLE 22 : LITIGES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

En cas de litiges nés du présent accord-cadre qui ne pourraient être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'organisme.

## **ARTICLE 23 : DEROGATIONS**

L'article 16 du présent C.C.A.P déroge à l'article 14 du C.C.A.G. – F.C.S. concernant les pénalités de retard.

## **ANNEXE au CCAP - Protection des données à caractère personnelles**

La présente annexe constitue l'acte juridique exigé par l'article 28 du règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016, ci-après dénommé « le règlement général sur la protection des données » ou « RGPD », régissant le traitement de données personnelles entre le responsable de traitement et le sous-traitant tels que définis respectivement aux articles 4-7° et 4-8° du RGPD.

Le responsable du traitement et le sous-traitant s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD et la loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

### **1. Objet**

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées dans le cadre du marché n° 3/2025.

### **2. Description des traitements effectués par le sous-traitant**

Le sous-traitant est autorisé à traité pour le compte du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivantes :

Dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, le sous-traitant peut être amené à traiter des données personnelles figurant au sein de traitements mis en oeuvre par le responsable de traitement ou peut être amené à y accéder.

Pour l'exécution de sa mission, le responsable de traitement met à la disposition du sous6traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution de ces prestations.

### **3. Obligation du responsable de traitement**

Le responsable du traitement s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Libertés ;
- b) Fournir au sous-traitant la description du ou des prestations confiées dans le cadre du présent marché et documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données ;
- c) Mettre à disposition du sous-traitant toutes les données nécessaires à l'exécution de sa mission ;
- d) Le cas échéant, effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données, avec le concours du sous-traitant ;
- e) Veiller, au préalable et pendant toute la durée du marché, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du sous-traitant ;
- f) Superviser le traitement, y compris par la réalisation d'audits et d'inspections auprès du sous-traitant ;
- g) Notifier, le cas échéant, les violations de données à caractère personnel à la Commission nationale de l'informatique et des libertés et communiquer, si nécessaire aux personnes concernées, avec l'assistance du sous-traitant, dans les conditions décrites à l'article 4.3 ci-après du présent document.



## **4. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de sous-traitant, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et libertés, dont la tenue d'un registre sous-traitant au titre de l'article 30 du RGPD ;
- b) Traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et en aucun pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers ;
- c) Traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable du traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement ;
- d) Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, dans les conditions décrites à l'article 5 du présent document ;
- e) Respecter son obligation de conseil et signaler au responsable de traitement les mesures de sécurité additionnelles qu'il conviendrait de prendre ;
- f) Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement ;
- g) Informer le responsable de traitement de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit ;
- h) Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du RGPD et dans la présente annexe ;
- i) Fournir au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute autre personne faisant office de délégué à la protection des données pour son compte.

### **4.1. Sous-traitants ultérieurs**

Le sous-traitant ne peut pas lui-même sous-traiter aucun des services faisant partie de l'objet du présent contrat qui impliquent le traitement de données personnelles, à l'exception des services auxiliaires nécessaires à l'exploitation normale des services du sous-traitant.

### **4.2. Transfert de données personnelles vers des pays tiers**

Sur demande expresse et spécifique du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD.

### **4.3. Droit des personnes concernées**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant aide le responsable de traitement, sans frais, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à donner suite aux demandes des personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD. A ce titre, il répond dans les meilleurs délais à toute sollicitation du responsable de traitement.

#### **4.3.1. Information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **4.3.2. Exercice des droits des personnes**

Lorsque les personnes concernées exercent à tort auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit immédiatement adresser au responsable de traitement et de façon sécurisée ces demandes dès réception, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement afin que ce dernier puisse traiter la demande dans les temps impartis.

### **4.4. Assistance apportée au responsable de traitement**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement à démontrer que celui-ci respecte ses obligations légales et réglementaires relatives à la protection des données.

#### **4.4.1. Analyses d'impact relatives à la protection des données**

Le sous-traitant assiste notamment le responsable de traitement pour la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données prévues à l'article 35 du RGPD et, si besoin, de la consultation préalable de l'autorité de contrôle prévues à l'article 36 du RGPD.

#### **4.4.2. Traitement des incidents de sécurité**

Le sous-traitant aide également le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

A ce titre, il met en place, et il obtient de chacun de ses propres sous-traitants qu'ils mettent en place, pendant toute la durée du marché, un processus de gestion des incidents de sécurité.

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement tout incident de sécurité impact les données qu'il traite dans le cadre de la prestation qui lui a été confiée. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du RGPD, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du RGPD.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalités, conséquences ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe le responsable de traitement en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.

Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- l'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;
- fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées ;
- organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;

- fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le sous-traitant s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées mais à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre du présent marché, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.

Le sous-traitant reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité :

- A déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- A décider cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- A formaliser le contenu de ladite notification ;
- A réaliser la notification proprement dite à la CNIL.

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par la présente et au RGPD.

A la suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.

En cas de manquement du sous-traitant au titre de ses obligations décrites dans la présente annexe, celui-ci restaure, à ses frais, les données traitées dans le cadre du présent en cas de perte de données.

Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

## **5. Sécurité des données**

Le sous-traitant reconnaît que la sécurité est un critère fondamental pour la protection des données à caractère personnel et s'engage à mettre en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au niveau de risque déterminé par le responsable de traitement.

Celles-ci tiennent compte de l'état de l'art, de la doctrine de la CNIL et de l'Anssi et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucun cas être moins rigoureuses que celles mises en place par le sous-traitant pour le traitement de ses propres données.

Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en oeuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

### **5.1. Engagement de sécurité**

Le sous-traitant s'engage expressément à :

- a) Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (Security by Default & by Design) ;
- b) Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement ;

- c) Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en oeuvre à cet effet ;
- d) Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre du marché.
- e) Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité ;
- f) Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients ;
- g) Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet,
- h) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
  - S'engagent à respecter la confidentialité et soient soumises aux dispositions du cahier des clauses administratives concernant la confidentialité et le secret professionnel ;
  - Reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- i) Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation ;
- j) Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par le présent marché ;
- k) Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du marché ;

Le cas échéant, le sous-traitant s'engage par ailleurs à mettre en oeuvre les mesures de sécurité prévues par le code de conduite auquel il a adhéré ou la certification dont il se targue.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant la durée du marché.

## **5.2. Mesures de sécurité spécifiques**

Le sous-traitant s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité spécifiques suivantes (à adapter en fonction du risque) :

- Le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel ;
- Le chiffrement des données à caractère personnel en transit ;
- Le chiffrement des données à caractère personnel au sein des bases de données ;
- La pseudonymisation des données à caractère personnel ;
- Un dispositif de détection des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement au cours des six derniers mois ;
- La mise à disposition des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement au cours des six derniers mois ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Etc.

## **6. Tests de sécurité**

En cas de service exposé sur internet, le sous-traitant autorise également le responsable de traitement à effectuer ou à faire effectuer des tests de sécurité pour vérifier que les systèmes du sous-traitant ne sont pas vulnérables (par exemple du fait d'un défaut de configuration ou d'un défaut de mise à jour) et détecter tout changement susceptible d'exposer les données à des risques d'intrusion.

Par ailleurs, le responsable de traitement peut procéder à toute investigation sur Internet permettant de détecter des violations de données à caractère personnel avérées.

## **7. Vérification du respect des obligations du sous-traitant**

Le responsable de traitement se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer en son nom et pour son compte, toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations mentionnées dans la présente annexe, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.

Le sous-traitant coopèrera pleinement à ces audits et s'engage notamment à autoriser le responsable de traitement ou les tiers qu'il a mandatés, à accéder, sans limitation, à l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, aux environnements physiques et techniques, aux registres et systèmes d'informations, au personnel, ou encore aux sites ou locaux à partir desquels le sous-traitant délivre les prestations visées dans la présente annexe.

Sans préjudice de cette faculté du responsable de traitement, le sous-traitant lui exposera au moins une fois par an les résultats synthétiques des contrôles qu'il met régulièrement en oeuvre afin de vérifier le caractère conforme et suffisant des mesures techniques et organisationnelles de sécurité prises.

Le responsable de traitement pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du sous-traitant, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des obligations précitées. La responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur le fondement des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

## **8. Durée de la prestation et devenir des données à caractère personnel**

La durée du présent marché est de : indiquée à l'article 6 du CCAP.

L'autorisation donnée par le responsable de traitement au sous-traitant pour effectuer les traitements prévus le cadre de la prestation est valable pour toute la durée du contrat.

À l'issue de la prestation, suivant les instructions du responsable de traitement, au terme de ce marché, le sous-traitant s'engage à :

- renvoyer sous un format standard exploitable toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement. Le renvoi doit être suivi de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant à une date effective notifiée par le responsable de traitement. Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de cette destruction.

Le responsable de traitement se réserve le droit de procéder à toute vérification qu'il estime nécessaire afin de confirmer l'exécution de ces obligations.

## **9. Responsabilités**

Le tribunal compétent est celui de : Tribunal judiciaire d'Evry / 9, rue des Mazières 91012 Evry.

Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés. À ce titre, le sous-traitant s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

## 10. Points de contact

- Les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant ou de la personne en charge de la protection des données sont les suivants : (à compléter par le candidat)

.....

.....

.....

- Les coordonnées de la personne intervenant pour prendre en charge tout incident de sécurité sont les suivantes : (à compléter par le candidat)

.....

.....

.....

- Référent Ril de la Caf de l'Essonne : Madame Stéphanie Pellerin  
[informatique\\_et\\_libertes@cafevry.cnafmail.fr](mailto:informatique_et_libertes@cafevry.cnafmail.fr)

- Les coordonnées du délégué à la protection des données du responsable du traitement sont les suivants :

Délégué à la protection des données mutualisées  
Mission de l'Analyse de la Conformité Informatique et Libertés et de la Sécurité du Système d'Information  
(Macssi) 32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris Cedex 14  
[protection-dp@cnaf.fr](mailto:protection-dp@cnaf.fr)